

Consultation publique de l'Autorité de Régulation des
Communications Electroniques et des Postes portant
sur la mise en œuvre de l'obligation de complétude des
déploiements des réseaux FttH mutualisés pour l'habitat
isolé

Réponse de France Télécom Orange

13 avril 2012 – 25 mai 2012

Version publique

Contact : affaires.reglementaires@orange.com

Lien vers la consultation :

http://www.arcep.fr/uploads/tx_gspublication/consult-fibre-completude-deploiements-avril2012.pdf

Question 1 : Avez-vous rencontré ou avez-vous connaissance de telles problématiques liées à l'application de la règle de complétude des déploiements pour certains types d'habitat ou de zones ? Dans l'affirmative, pouvez-vous les décrire ? Quelles conséquences ont-elles eu sur vos projets de déploiements FttH ?

France Télécom Orange déploie des réseaux FTTH en tant qu'opérateur privé mais également en tant qu'exploitant de réseau d'initiative publique.

En tant qu'opérateur privé France Télécom n'a pas encore réalisé de déploiements FTTH en zone rurale mais a l'intention d'en engager dans les prochaines années. France Télécom souscrit à l'analyse faite par l'ARCEP sur la difficulté qui pourrait y être rencontrée lors du déploiement du réseau FTTH au plus près de l'habitat isolé à des coûts raisonnables et dans des délais courts, y compris en l'absence de demande du client final, compte tenu des technologies actuellement disponibles.

[...]

Des solutions sont esquissées dans les réponses aux deux dernières questions.

Cas de figure rencontrés à ce stade

France Télécom Orange répond également à des consultations émises par les collectivités locales pour le déploiement et l'exploitation de réseaux d'initiative publique FTTH. Souvent ces collectivités interrogent France Télécom sur les moyens d'optimiser la dépense publique et la couverture des territoires. La question posée est en général celle-ci :

« Pouvez-vous envisager de prévoir un déploiement permettant de couvrir davantage de communes et de logements en limitant le pourcentage de couverture ou du moins en lissant plus les déploiements des communes actuellement prévues dans votre offre et en réduisant le coût global ? »

[...]

Question 2 : Parmi les définitions proposées, laquelle vous semble la plus pertinente ? Avez-vous connaissance d'autres définitions de l'habitat isolé ?

Il est indispensable que la définition de l'habitat isolé ne supporte pas d'ambiguïté et qu'elle soit facile à mettre en œuvre. Le recours à un zonage « théorique » ou à des formules complexes ne peut être envisagé s'il est réalisé par un opérateur. Celui-ci ne peut en porter seul la responsabilité ni la lourdeur de mise en œuvre, d'autant plus que ce zonage devrait évoluer avec l'évolution de l'habitat. A l'inverse, une telle approche est envisageable si le zonage devait être réalisé et géré par les pouvoirs publics dans des conditions qui doivent être indiscutables. France Télécom souhaite préciser les difficultés inhérentes à ce type de zonage ainsi que les critères complémentaires qu'il est indispensable de prendre en compte dans la segmentation des types d'habitat.

Les difficultés de mise en œuvre des modèles théoriques

La définition 1 semble, dans son principe, la plus raisonnable. Cependant il serait nécessaire que des travaux s'engagent afin de l'enrichir, notamment au travers d'un croisement avec une base de données réaliste au regard des déploiements réels de réseaux de communications électroniques (il peut s'agir notamment d'e-logements). En l'absence de correction, un des biais que recèle cette définition est qu'elle peut aboutir à traiter tout bâtiment comme un local à desservir. C'est ainsi que des hangars de ferme isolés peuvent être considérés comme des prises potentielles alors qu'il n'y a pas d'habitant ni de besoin actuel ou à venir.

Il serait aussi indispensable d'établir une différenciation économique de l'habitat isolé : s'il est nécessaire de réaliser des travaux de génie civil, ceux-ci peuvent représenter dans des cas extrêmes jusqu'à 80% des coûts à la prise. Les difficultés du financement lié au raccordement d'un local isolé seront ainsi très différentes selon que des poteaux ou des conduites enterrées sont disponibles ou s'il est nécessaire de réaliser des travaux de génie civil. Or aujourd'hui, certains logements ne sont desservis, pour la boucle locale cuivre, que par des câbles enterrés. Le coût de desserte de ces logements en fibre optique sera donc extrêmement élevé du fait du besoin, dans le cas d'une desserte en fibre optique, de construire une infrastructure aérienne ou souterraine.

France Télécom Orange propose de différencier 3 types d'habitat isolé avec, pour chacun d'entre eux, un type de déploiement adapté dont le descriptif figure dans les réponses aux questions 3 et 4:

- ***logements ou locaux à usage professionnel en groupe isolé*** : constitué d'habitat d'au moins 4 logements ou locaux
- ***habitat isolé avec desserte GC disponible*** constitué d'habitat de moins de 4 logements ou locaux à usage professionnel
- ***habitat isolé sans desserte GC disponible*** constitué d'habitat de moins de 4 logements ou locaux à usage professionnel

En ce qui concerne **la définition 2**, si la définition technique des polygones de Voronoï paraît exacte, l'opportunité de passer par ce concept suppose de localiser chaque habitation par un point théorique, alors que les habitations peuvent avoir des surfaces au sol de 100 m² ou plus. Il y a donc matière à interprétation. De plus, la localisation précise des habitations est fournie par le cadastre, lequel donne aussi les parcelles qui correspondent plus à la réalité du terrain que le découpage théorique de Voronoï. Le choix du centre de la cellule peut lui-même influencer fortement le pavage.

En outre, la mesure choisie pour définir la distance entre les logements et le centre de la cellule est aussi importante : un pavage basé sur une distance à vol d'oiseau ou une distance fonction du réseau routier ne conduit pas au même résultat.

Sachant que le câblage suit souvent le réseau routier et se fait de proche en proche, l'équation économique d'une cellule de Voronoï construite par distance à vol d'oiseau est différente de celle construite via une distance « de câblage ».

Un logement peut être classé dans une zone peu dense via le réseau routier alors que via un zonage vol d'oiseau, il appartient à une zone plus dense.

Au-delà des principes mêmes, l'utilisation de polygones de Voronoï apparaît extrêmement complexe à mettre en œuvre. En outre, ce modèle théorique est par construction instable et devrait être revu périodiquement en fonction de l'évolution de l'habitat. Seuls les pouvoirs publics sont en mesure de développer une telle caractérisation du territoire.

La définition 3 qui utilise les distances entre les SR et le NRA et le PC, peut paraître séduisante en première approche mais sa mise en œuvre serait tout aussi complexe. En outre, elle aboutirait à des résultats inutilisables compte tenu d'une proportion significative d'erreurs dans les bases de données disponibles [...] : autant le recours à ce type de notion peut être intéressant dans une approche économique globale, autant il n'est pas pertinent pour la vérification de l'appartenance à tel ou tel type d'habitat pour des logements précis. Cette définition doit donc être écartée.

Question 3 : Estimez-vous que la solution préconisée permet de répondre aux principaux problèmes identifiés ? Le cas échéant, quels aménagements/compléments serait-il pertinent d'ajouter afin de garantir l'effectivité des objectifs poursuivis ?

Question 4 : Si vous estimez que la solution préconisée n'est pas la plus pertinente, quelle solution suggérez-vous ? Motivez votre proposition

La solution préconisée par l'ARCEP consisterait à permettre que, dans le cas spécifique de l'habitat isolé, le point de branchement optique (PBO), à proximité immédiate de l'habitat, puisse ne pas être posé dans le délai maximal général (2 à 5 ans). En revanche, à l'issue de ce délai maximal (2 à 5 ans), l'opérateur de point de mutualisation devra être en mesure de construire et de raccorder ce point de branchement à proximité immédiate du logement concerné dans un délai limite de quelques semaines, à partir du moment où un opérateur commercial (un fournisseur d'accès assurant la relation commerciale avec le client final) lui passerait une commande pour un abonnement à des services reposant sur son réseau FttH. L'opérateur de point de mutualisation aurait alors l'obligation de construire le point de branchement (PBO) en quelques semaines et de réaliser le raccordement final entre ce PBO et la prise terminale chez le client si l'opérateur commercial lui en fait la demande.

Comme évoqué lors des réponses aux questions précédentes, en tant qu'opérateur privé France Télécom Orange utilise, en zone moins dense, une grille tarifaire de cofinancement adaptée à la configuration de l'agglomération concernée. Cette grille tarifaire tient compte des géotypes des communes concernées. Ainsi cette grille tarifaire est corrélée à la densité, au type d'habitat, au nombre moyen de logements par adresse, et à la localisation du NRO, sans que cette liste soit exhaustive.

Compte tenu des définitions données à la réponse à la question 2, nous considérons que la solution apportée au déploiement de réseau fibre pour l'habitat isolé **doit prendre en compte la présence d'infrastructure**. Ainsi **l'habitat isolé sans desserte de génie civil disponible** (souterrain ou aérien) ne pourra pas être desservi comme proposé dans les délais évoqués plus haut. En outre, compte tenu de l'investissement très lourd lié aux travaux d'infrastructure, pour ce type d'habitat, le raccordement d'un tel logement ne peut faire l'objet que d'un traitement spécifique du point de vue opérationnel et d'un mode de financement particulier.

En ce qui concerne la desserte des **groupes d'habitats isolés, les coûts pour leur déploiement** peuvent être pris en compte dans les tarifs, notamment au travers de la prise en compte des géotypes. La pose du PBO à proximité des locaux se ferait en réactif, et donc, le cas échéant, au-delà de la fin du délai de 5 ans.

Pour l'**habitat isolé avec desserte de GC disponible** une solution peut consister en ce que le déploiement ait lieu en réactif et donc, le cas échéant, au-delà de la fin du délai de 5 ans, avec demande de financement particulier. Le délai de pose des PBO pour ce type d'habitat est à définir précisément mais, sans être excessif, serait évidemment plus long que les délais de pose de PBO dans des habitats plus denses (six mois maximum¹). A contrario le raccordement client une fois le PBO posé sera similaire à celui des habitats dans le centre de la commune concernée.

En outre, dans certaines configurations spécifiques (cas de maisons individuelles très isolées), le fait d'implanter les PBO à proximité immédiate du logement peut conduire à une absence de mutualisation de cet équipement entre plusieurs logements. Lorsque ces cas de figure seront rencontrés, il serait plus efficace que le PBO ne soit pas installé à proximité immédiate du local à desservir et inclus dans l'assiette du cofinancement. Lors d'une demande de raccordement, l'opérateur commercial réaliserait le raccordement sans contrainte particulière vis-à-vis de l'OI et des autres opérateurs co-financeurs de la zone.

Remarque générale sur les exceptions à la taille minimale des points de mutualisation

France Télécom souhaite attirer l'attention de l'ARCEP sur le fait que la réduction de la taille des PM (en deçà de 300 logements) peut souvent constituer une solution permettant de réduire les coûts globaux de déploiement dans les zones peu denses car elle réduit la portion de réseau construite en point à point, partie la plus couteuse lors d'un déploiement. A budget constant, le déploiement d'un réseau par un opérateur pourra donc être plus vaste et permettre de raccorder des locaux qui n'auraient pu être pris en compte avec des PM couvrant au moins 300 logements.

La décision n°2010-1312 en date du 14 décembre 2010 autorise déjà des PM de moins de 300 logements dans des conditions particulières à justifier. Néanmoins, il serait judicieux que ces conditions soient assouplies au maximum dans les zones les moins denses dès lors que l'opérateur de zone s'engage à une couverture intégrale de la commune et d'une offre de raccordement distant passif, cette dernière étant de toute façon obligatoire si le PM couvre moins de 1000 logements.

¹ Dans ces cas le délai de six mois maximum après commande d'un FAI, doit s'entendre moyennant des difficultés de déploiement ayant pour origine des faits ne dépendant pas de l'Opérateur, comme l'intervention ou le refus de tiers, notamment le refus d'un propriétaire d'octroyer un droit de passage ou le refus d'autorisation d'accès d'un gestionnaire d'immeuble, ou l'existence de mesures administratives locales telles que notamment l'impossibilité d'implanter une armoire dans une zone qualifiée d'inondable